



LA FIAPA COMMUNIQUE

La Fédération Internationale des Associations de Personnes Âgées lutte depuis plus de 20 ans contre les maltraitances financières envers les personnes âgées.

Ses travaux de recherche, ses actions, les formations sont destinées aux âgés comme à leurs aidants professionnels et familiaux. Ils visent à les prévenir et à les abriter des maltraitances financières, un fléau silencieux et qui a tendance à s'étendre. Pour cela, la FIAPA s'appuie sur les travaux, missions et compétences de la **MIVILUDES** dans le cadre de la **lutte permanente contre les phénomènes d'emprise**.

La FIAPA ne comprend pas les menaces de dissolution, éclatement, voire pulvérisation de la MIVILUDES qui paraissent incompatibles avec les volontés gouvernementales affichées de lutte résolue contre les maltraitances des personnes âgées et pour une bientraitance inclusive.

La France est à l'heure où les dispositifs sectaires se multiplient, et se diversifient, choisissent leurs cibles de préférences isolées et en perte d'autonomie, leurs territoires, de préférence en désertification et en perte de lien social.

Pour les « prédateurs », **la personne âgée est une cible**, d'autant plus exposée du fait de sa plus grande vulnérabilité, en raison soit de l'importance de ses biens, soit de la régularité de ses revenus (pensions vieillesse, minimas et aides sociales). Enfin, elle touche toutes les classes sociales et n'épargne pas les personnes à faibles ressources, les exposant à une réelle paupérisation.

Forte de l'appui des associations adhérentes et de la parole des aînés, la FIAPA demande au président de la République de mettre fin à l'entreprise de quasi disparition de la MIVILUDES par un rattachement aux services de lutte contre la radicalisation d'un seul Ministère.

La FIAPA demande que la MIVILUDES continue ses travaux sous l'autorité du Premier ministre seul garant d'une démarche interministérielle efficace, et se voit de plus doter des outils adaptés voire d'un conseil scientifique nécessaire à son action volontaire et offensive contre les dérives sectaires.

La FIAPA fait confiance aux autorités de l'état et souhaite qu'un dialogue s'établisse rapidement.

A Paris le 08 octobre 2019

